

ne voulait pas, à Belgrade, qu'elle circulât librement. Un journal de Belgrade trahit cette appréhension en accusant M. Milioukov de vouloir détourner la Commission de son but principal en lui faisant visiter Uskub, Vélès, Mitrovitsa, Prizrend, Monastir, Tétovo¹, etc. Certes, on déclarait ne rien avoir contre les visites des étrangers en général. Mais on voulait les contrôler. Dans notre chronique manuscrite des événements en Macédoine, nous trouvons, à la date du 10 février, une remarque du vicaire de Koumanovo : « Hier soir, trois Européens, des Anglais, sont arrivés dans notre ville, Au dire des Serbes, c'étaient des personnes envoyées pour étudier l'état de la population. Ils ont été logés chez le vicaire de l'archevêque serbe. Aujourd'hui, ils ont fait le tour de la ville et sont allés chez les autorités. Une quantité de Bulgares (et, dans le nombre, la femme et les frères de l'Ordé Yovtchev disparu) ont essayé d'être reçus par eux ; mais le Gouvernement n'a admis personne. Seul, un groupe de Turcs leur a été présenté. On les questionna sur les conditions actuelles de leur vie. Terrorisés d'avance, ils déclarèrent qu'ils vivaient bien ». On a fait à la Commission Carnegie l'honneur d'admettre qu'elle ne se trouverait pas satisfaite à si bon compte que ces touristes... »

L'œuvre de la pacification forcée que nos documents révèlent est-elle définitive ou seulement durable ? Les « ordonnances » du 21 septembre permettaient d'en douter. Tout ce que la Commission a appris depuis contribue à confirmer ces doutes.

Les Serbes, dans les articles de leur presse, se montrent, certes, optimistes. Mais c'est un optimisme *sui generis* qui se satisfait à peu de frais. Voici ce que disait à la fin d'octobre le journal patriotique et militariste *Piémont*, tout heureux de l'état des choses à Chtipe (Istip) : « Tout se passe à Chtipe comme dans la Serbie ancienne. Les gens deviennent plus agiles, se promènent et

¹ Les Balkans, du 13/26 août. La Commission n'avait pas eu cette intention, le temps dont elle disposait et l'itinéraire arrêté avant le départ de Paris ne le lui permettant pas. En ce qui concerne M. Pachits, il faut noter que la raison la plus importante dont il expliqua son refus à la Commission fut que « l'armée serait indignée » de la présence de M. Milioukov à l'intérieur. La campagne de protestations et de calomnies contre la présence de M. Milioukov parmi les membres de la Commission dure encore dans la presse serbe. Dans une correspondance de Paris, la *Politika* de Belgrade rapporte, dans son numéro du 11/24 novembre, que M. Milioukov a proposé au photographe russe Tchernov, au nom de la Dotation Carnegie, une somme de 40.000 francs pour lui acheter les photographies qu'il possède des « atrocités bulgares », afin de les soustraire à la publicité, ce à quoi M. Tchernov n'aurait pas consenti. La vérité est que M. Milioukov, accompagné de M. Godart, est allé voir les photographies que M. Tchernov leur a présentées, au Grand Hôtel de Paris, comme des témoignages, non des « atrocités bulgares », mais des « atrocités de la guerre » en général et dont il offrait en vente des reproductions.

Les deux envoyés de la Dotation ont trouvé les photographies intéressantes et tout à fait authentiques, et en ont commandé pour la Commission quelques exemplaires.

Voilà comment on a travesti la vérité.